



Extrait de :

## Québec, ville et capitale

Collection Atlas historique du Québec,  
Les Presses de l'Université Laval, 2001.

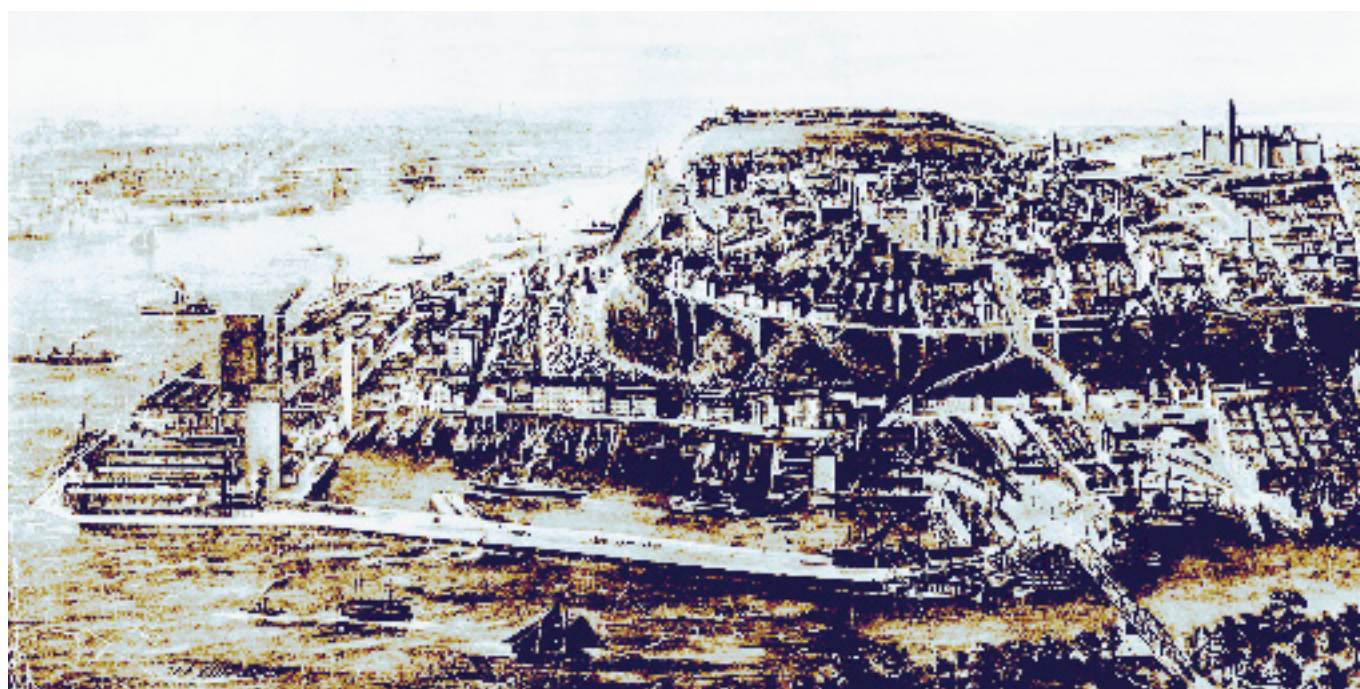
Troisième partie : Une ère de contrastes  
Deuxième chapitre : L'essor du XX<sup>e</sup> siècle  
Matthew Hatvany ; traduction de Béatrice Olive,  
« L'expansion urbaine », p. 256-259.

# L'EXPANSION URBAINE

Le 21 juillet 1908, la ville de Québec célébrait son tricentenaire, qui en faisait la plus ancienne cité d'Amérique du Nord. Ce fut un jour très attendu, où nul dans la vieille capitale ne put ignorer le poids de trois siècles d'histoire. L'affluence du public en différents lieux de festivité en haute et en basse-ville le montra bien. Quatre mille cinq cents acteurs s'assemblèrent à Québec pour ressusciter les fastes du passé de la ville. Dans la haute-ville, les armées anglaise et française se battirent dans des simulacres de combats sur les plaines d'Abraham, tandis qu'une reconstitution de l'habitation de Champlain était érigée sur la place Royale, dans la basse-ville. Dans le port de Québec, le maire de la ville de Brouage, en France, ville natale de Samuel de Champlain, et les descendants du marquis de Montcalm et du chevalier de Lévis débarquèrent. Sur un navire de l'Empire britannique vinrent le roi Édouard IV et les descendants des généraux Wolfe, Murray et Carleton. Et sur le grand fleuve, de nombreux bateaux de guerre — orgueils des flottes britannique, française et américaine — passaient devant la Citadelle, étendards au vent.

Durant trois siècles, de profonds changements ont eu lieu à Québec, affectant ses quartiers, son économie et sa société. Pourtant, en 1908, la ville s'était à peine étendue au-delà des fortifications militaires, bâties au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Il existait une activité industrielle dans le faubourg Saint-Roch, mais Québec était encore et toujours une cité maritime, tournée vers le fleuve. Lord Dufferin pouvait encore écrire en 1874 sur « la nécessité de percer éventuellement les murs dans le but d'améliorer les communications avec les faubourgs ». Pourtant le siècle qui aura mené Québec à son 400<sup>e</sup> anniversaire en 2008 sera radicalement différent des 300 années précédentes. Ce serait un siècle marqué par une croissance urbaine, démographique et industrielle sans précédent.

Entre 1900 et 2000 Québec réalisa des annexions successives, qui ont plus que quadruplé sa taille et accru sa population de plus de 200 %. La croissance verticale, sous la forme de gratte-ciel, survint dans le ciel de la ville en 1929. Une décennie plus tard, deux conférences très importantes pour le sort de la Seconde Guerre mondiale se tinrent dans l'hôtel le plus prestigieux de la ville, tandis qu'à la fin de la guerre, Québec se jeta dans la bataille pour devenir le siège des Nations-Unies. La ville connut une croissance rapide



VUE AÉRIENNE DE LA VILLE DE QUÉBEC, 1908.  
Archives nationales du Canada, négatif n° 10152.



MAP OR PLAN OF THE CITY AND PART OF THE COUNTY OF QUEBEC, 1903.  
Bibliothèque de l'Université Laval,  
Dép. de l'agriculture, A.E.B. Courchesne.

en commun adaptés à une croissance économique privilégiant le secteur tertiaire et l'industrie, et assurant des emplois et un espace de vie suffisants à une population tertiaire et industrielle en pleine croissance.

### LA TRAVERSÉE DE LA RIVIÈRE SAINT-CHARLES

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Québec avait déjà développé les caractéristiques essentielles qui marqueraient sa société et son économie au siècle suivant. Vers

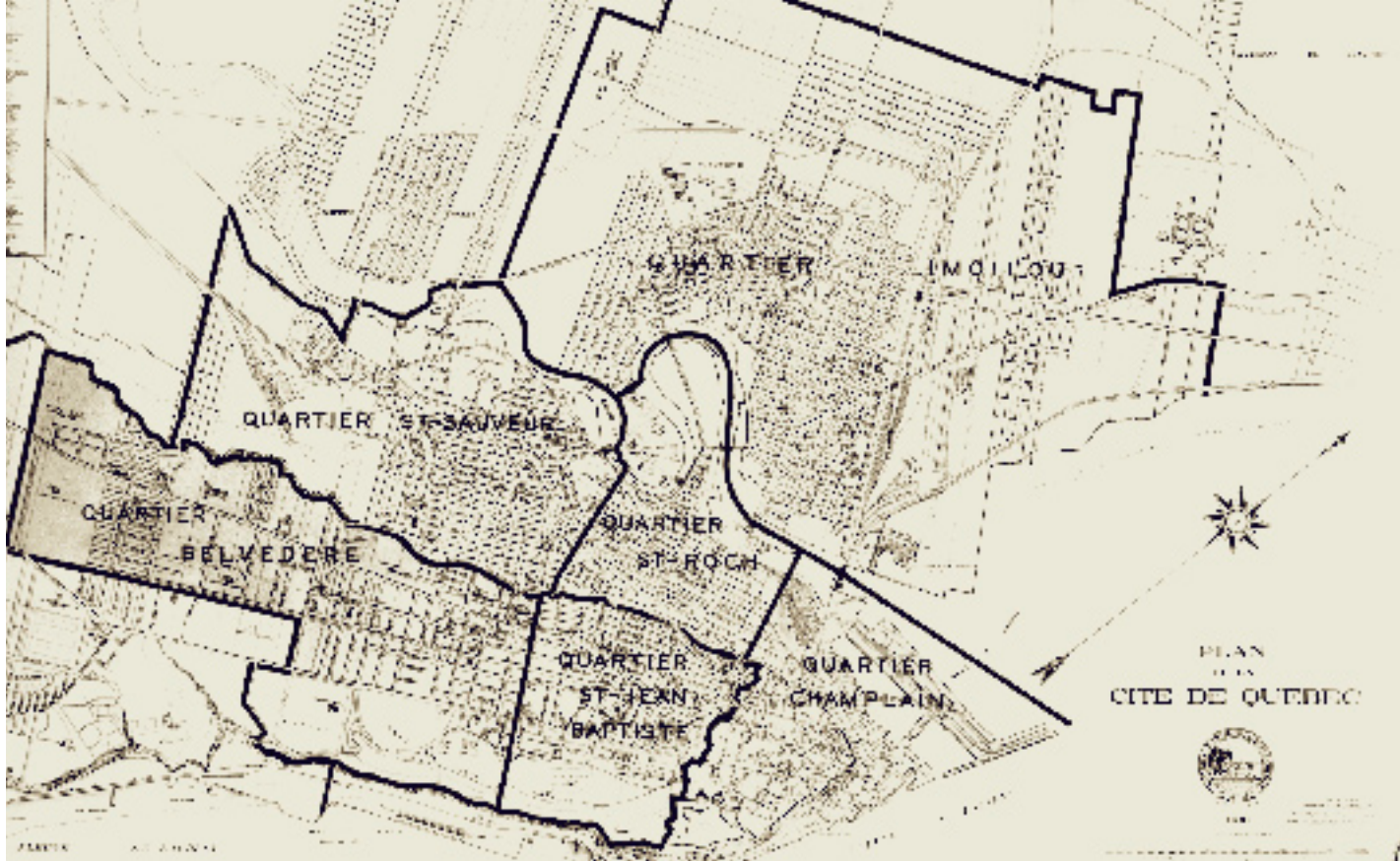
après la Seconde Guerre mondiale, mais elle réussit pourtant à maintenir en grande partie sa physionomie d'avant 1900. Dans les années 1980, la ville fut classée au patrimoine mondial de l'UNESCO pour son histoire et son architecture uniques; à la fin du siècle, la ville est entrée dans la compétition internationale pour l'accueil des jeux olympiques d'hiver de 2002.

Même si la croissance urbaine, démographique et industrielle globale de Québec au XX<sup>e</sup> siècle paraît spectaculaire, elle n'était en réalité ni solide ni planifiée, et n'allait pas sans de sérieuses difficultés à surmonter. La planification de la croissance urbaine a été introduite tardivement à Québec, avec la première commission d'urbanisme — qui était en définitive tout à fait impuissante — créée seulement en 1928. En conséquence, le logement, les transports, l'évacuation des ordures ainsi que d'autres services municipaux ne suivaient pas la croissance démographique et industrielle. Ce fait a souvent été mentionné, puis oublié dans les histoires urbaines et les ouvrages de géographie écrits sur la ville au XIX<sup>e</sup> siècle. Cependant, pour ceux dont le travail consistait à gérer cette croissance et à la diriger, comme les urbanistes après la Seconde Guerre mondiale, la ville était minée par de graves problèmes sociaux, industriels et environnementaux, qu'on ne pouvait plus continuer à ignorer. Les érudits et les professionnels du tourisme de Québec continuaient à mettre l'accent sur le passé de la ville, à travers les thèmes aguicheurs de la rivalité coloniale entre la France et l'Angleterre en Amérique du Nord, des sièges militaires, du développement naissant du gouvernement et de l'industrie; dans le même temps, les urbanistes du milieu du XX<sup>e</sup> siècle étaient en train de mettre au point un projet de développement touristique fondé sur la protection et la résurrection de l'illustre passé historique de la ville: ils planifiaient des services municipaux et des transports

1900, la ville n'était plus une place forte stratégique ni l'indispensable plaque tournante du commerce canadien qu'elle avait été au cours des 300 ans précédents. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, Québec s'affirmait plutôt comme la capitale politique, religieuse, culturelle et touristique de la province toute entière. L'importance de la ville sur le plan politique était et continue à être largement disproportionnée à la faiblesse de son poids démographique, de ses services d'ampleur régionale et de son économie industrielle. Jusqu'en 1889, la ville était physiquement limitée à l'étroit territoire qui s'étend entre le Saint-Laurent et la rivière Saint-Charles. À cette époque, la ville recouvrait 1 762 acres, soit approximativement 30% de la surface qu'elle occupera en 1945.



CARTE DE QUÉBEC, 1988.  
Bibliothèque de l'Université Laval, Ministère de l'Énergie, des mines et des ressources.



PLAN DE LA CITÉ DE QUÉBEC, 1941.  
Archives de la Ville de Québec, FC 2304.

À l'exception du faubourg Saint-Roch, la ville de Québec était, en 1900, semblable à une île entourée d'eau sur deux côtés et contenue à l'ouest par ses immenses murailles défensives. Au-delà des murs, des routes de gravier couraient vers l'ouest sur presque trois kilomètres, à travers les champs et les domaines appartenant aux communautés religieuses, devant un chapelet de villas, jusqu'aux villages de Sillery et Sainte-Foy. Jusque dans les années 1930, les touristes et les autres visiteurs qui venaient en ville campaient souvent dans ce secteur, sous des tentes. Au nord, au-delà de la rivière Saint-Charles, s'étendaient des fermes plus nombreuses entre les petits villages de Limoilou et de Charlesbourg. Les limites de la ville de Québec furent fixées pour la première fois en 1792 et, en 1831-1832, la ville fut officiellement unifiée. Après cette date, Québec ne fit que quelques timides essais pour s'étendre au-delà de son « assise insulaire ». Le premier pas fut franchi en 1854, quand la municipalité commença la construction d'un aqueduc destiné à acheminer l'eau de la haute vallée de la rivière Saint-Charles jusqu'au centre-ville. Le second eut lieu en 1855 lorsque Québec acquit les rives de la rivière Saint-Charles afin de promouvoir la construction navale et le commerce dans la ville.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Québec commençait à se remettre du déclin économique qu'elle avait connu avec l'effondrement de la construction navale et la diminution des activités de fret. Vers 1890, on assista à un développement spectaculaire de l'industrie de la chaussure, de la corsetterie, de la fabrication de meubles, de la construction de machines agricoles, de l'agro-alimentaire, et à un renouveau du commerce du transport naval des grains à partir des ports de la ville. Au même moment, les limites de la ville commençaient lentement à s'étendre, proportionnellement à l'accroissement de la population travaillant dans l'indus-

trie. Vers 1800, la ville comptait environ 10 000 habitants, mais en 1901, la population atteignait 69 000 habitants. La plus grande partie de cet accroissement démographique et industriel avait trouvé place le long de la rivière Saint-Charles dans les quartiers Saint-Roch et Saint-Sauveur, où le terrain était relativement plat et peu accidenté. Il était possible aux familles ouvrières de construire rapidement et à moindre coût des maisons et des immeubles d'habitation. C'est dans cette zone qu'eut lieu en 1889 le premier accroissement notable du territoire de la ville de Québec, soit l'annexion de Saint-Sauveur. L'approvisionnement en eau, le service d'incendie et la voirie étaient insuffisants à Saint-Sauveur et, à la suite d'un incendie dévastateur survenu en 1889, les citoyens approuvèrent par référendum l'annexion de leur municipalité à Québec, afin d'améliorer la qualité de ces services dans le quartier. Deux annexions moins importantes suivirent en 1896 et 1901, grâce auxquelles la ville acquit le territoire sis dans un méandre de la rivière Saint-Charles – le parc Victoria –, et un petit quartier de Sillery dont la population se trouvait plus proche de Québec que du centre de la paroisse de Sillery.

Les annexions territoriales réalisées par la ville de Québec avant 1900 étaient moins importantes en comparaison de celles qui eurent lieu après 1908; la ville fit plus que doubler son territoire et accrut sa population de plus de 121 % au cours des 30 ans suivants, pour atteindre 150 000 habitants en 1941. Au début du siècle, l'existence de Québec se résumait à deux principaux secteurs: la haute-ville, dominée par les bureaux gouvernementaux, l'ex-forteresse et les habitations des classes moyenne et supérieure, et la basse-ville, le long du Saint-Laurent et de la rivière Saint-Charles, où la vie était teintée par la proximité des activités industrielles et commerciales et l'habitat ouvrier. Cet état de fait changea au début du XX<sup>e</sup> siècle avec l'exode rural massif des enfants des fermes des comtés de l'est et du sud-est de la province du Québec, privés d'héritage et venant chercher du travail dans l'industrie urbaine — en particu-

SUR LE CHEMIN SAINTE-FOY  
ENTRE QUÉBEC  
ET SAINTE-FOY, 1913.  
Archives nationales du Québec,  
P547, DL431Q, P35.



lier au cours de la période 1911-1918, lorsque la Première Guerre mondiale apporta un stimulant à la fabrication des munitions et aux autres activités liées à l'industrie de guerre. Les nouveaux résidents de la ville étaient susceptibles de venir de toutes les paroisses de la rive sud du Saint-Laurent, depuis Lotbinière jusqu'à la Gaspésie, et du sud, le long de la Chaudière jusqu'à Saint-Georges-de-Beauce et jusqu'à la frontière du Maine. Pour la rive nord, ils venaient des secteurs qui s'étendent du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de Charlevoix jusqu'aux comtés de Portneuf et Champlain à l'ouest. Cette forte immigration en provenance des paroisses rurales canadiennes-françaises vers la région de Québec contribua à « refranciser » la ville. La large proportion d'anglophones que comptait la ville depuis les premiers jours du Régime britannique diminua continuellement de 30,5 % de la population en 1871 à moins de 10 % vers 1921.

Jamais tout au long du dernier siècle la « refrancisation » de Québec n'a pris un caractère aussi poignant

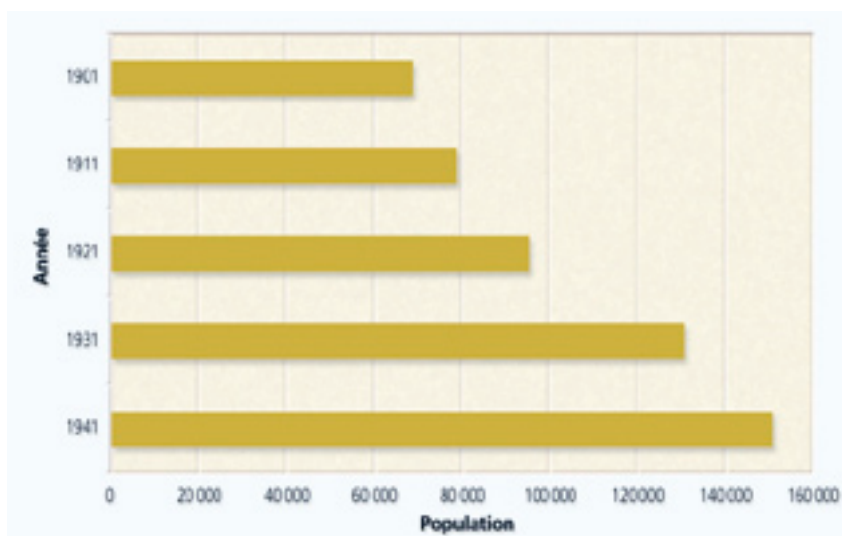
qu'au printemps de 1918, quand, durant quatre jours, les habitants de la ville défièrent le gouvernement fédéral et la troupe en armes d'utiliser la contrainte pour enrôler de force les Canadiens français dans une armée dominée par les anglophones. Le patriotisme et la volonté de défendre la Grande-Bretagne étaient très vifs parmi les Canadiens anglais durant les premières années de la Première Guerre mondiale, mais cette vision romanesque de la gloire des combats s'évanouit rapidement et, vers 1917, l'armée canadienne était confrontée à un manque de soldats. Les engagements volontaires ne suffisaient pas à compenser les pertes toujours plus nombreuses. On avait besoin davantage de soldats et, en septembre 1917, le premier ministre canadien promulgua la *Loi instituant la mobilisation générale*.

La conscription était une question politique explosive au Québec, où l'engagement patriotique n'avait jamais été aussi fort qu'au Canada anglais. Pour beaucoup de Canadiens français, la lutte qui se déroulait en Europe était une guerre entre puissances coloniales pour laquelle ils ne se sentaient pas concernés. Les recruteurs pressaient les Canadiens français de s'engager pour aller défendre « la liberté » à l'étranger, au moment même où nombreux s'interrogeaient sur la nécessité de défendre « la liberté » dans leur propre pays : en Ontario, on était en train de supprimer le droit qu'avaient les francophones à suivre un enseignement en français. Conséquence de décennies de négligence et de discrimination, il y avait dans l'armée peu d'officiers canadiens-français susceptibles d'encadrer les soldats francophones. De plus, les recrues canadiennes-françaises étaient souvent dispersées dans des unités anglophones, en dépit des problèmes de langue. En conséquence, l'engagement était bien moins important au Québec que dans les autres provinces. Après l'annonce de la conscription, les journaux canadiens-anglais déclenchèrent une polémique en affirmant que la police du Québec n'appliquait pas réellement la nouvelle loi. Quand, à la fin de mars 1918, la police fédérale tenta d'arrêter un innocent ouvrier canadien-français en l'accusant de désertion, les habitants des quartiers ouvriers de la basse-ville, exaspérés, se rassemblèrent pour rejeter avec véhémence l'ordre de mobilisation.

Dans la nuit du 29 mars, les manifestants se rendirent au quartier général de la police du dominion et l'incen-

FIGURE 1

Évolution de la population de Québec, 1901-1941



Source : Recensements du Canada.